



Communiqué
Dans le cadre de la conférence de presse du RQGE

**POUR UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE EFFICACE ET
SOCIOLOGIQUEMENT RESPONSABLE**

VERS UNE POLITIQUE INTÉGRÉE DES RESSOURCES

Montréal 27 novembre 2008. La triste liste des choix énergétiques des gouvernements québécois qui se sont succédés depuis le débat public sur l'énergie de 1995 témoigne de l'échec institutionnel à nous donner les moyens, en tant que société, de répondre aux besoins énergétiques essentiels des Québécois de manière efficace et socialement responsable.

Pourtant, les pistes développées et adoptées de manière consensuelle lors de ce débat offraient des perspectives d'avenir intéressantes et permettaient de croire que le Québec allait enfin procéder à la nécessaire modernisation de sa façon de produire et d'utiliser l'énergie.

L'incapacité de procéder aux réformes institutionnelles essentielles à la modernisation de notre politique énergétique incombe en grande partie au manque de vision et de courage de nos politiciens. Leurs choix énergétiques « arbitraires » semblent davantage dictés par des impératifs électoralistes et géopolitiques incorrectement évalués ainsi que par la protection des intérêts corporatifs de certains syndicats et de certaines grandes entreprises plutôt que par la promotion et la défense des intérêts de l'ensemble des citoyens qu'ils représentent. Leurs choix n'étaient et ne sont toujours pas dictés par le souci de déterminer si le Québec est effectivement justifié de produire toujours plus d'énergie et si c'était le cas, de choisir judicieusement laquelle des différentes filières énergétiques serait la plus à même de répondre aux besoins des Québécois tout en offrant la plus grande performance économique, énergétique, sociale et environnementale.

Sans doute, le plus grand changement institutionnel auquel nous sommes ici confrontés consiste à retirer d'entre les mains des producteurs d'énergie la responsabilité de déterminer nos besoins énergétiques futurs.

La justification d'une demande accrue d'offre énergétique devra être plutôt évaluée, si nous souhaitons moderniser et civiliser la production et l'utilisation de l'énergie, à partir de la détermination des besoins énergétiques essentiels des « utilisateurs » présents et à venir, dans un contexte d'efficacité. Par la suite, si la nécessité de produire davantage d'énergie est démontrée, nous devons adopter un protocole de détermination des filières énergétiques qui permette de manière scientifique et démocratique laquelle des filières serait la plus en mesure de combler cette demande en tenant compte de l'ensemble du portefeuille des choix énergétiques à notre disposition.

L'approche de la planification intégrée des ressources permettrait de bien encadrer ce processus décisionnel. Son cadre de référence a le mérite d'intégrer à l'analyse de multiples scénarios énergétiques susceptibles de répondre aux besoins énergétiques convenus. Il démocratise la décision en soumettant à une même grille d'analyse les différentes solutions proposées.

Suite au verso



Communiqué
Dans le cadre de la conférence de presse du RQGE

Grâce à cette approche, nous serions en mesure d'évaluer la performance des différentes sources énergétiques qui s'offrent à nous en tenant compte :

- 1) du volume d'énergie que nous souhaitons acquérir
- 2) de la rapidité d'acquisition de cette énergie
- 3) de son coût de production
- 4) de l'empreinte environnementale des filières proposées
- 5) des avantages sociaux et économiques des différentes approches (création d'emplois par exemple).

La planification intégrée des ressources permettrait également d'inclure la conservation et les différentes mesures de gestion de la demande énergétique aux scénarios susceptibles de contribuer en tout ou en partie à combler les besoins énergétiques exprimés.

-30-

Pour informations : Pierre Lambert, Mouvement Vert Mauricie :Tel. : 819-532-2711